

Relations entre gouvernance et croissance économique: Cas de la Tunisie (1996-2017)

[Governance and Economic Growth Relationship : The Case of Tunisia (1996-2017)]

Ahmed Alouani¹⁻² and Hlima Jannet³

¹PH.D. of Economics, CEMAFI, University of Nice-Sophia Antipolis, Nice, France

²Assistant Professor at the Higher Institute of Business Administration, Gafsa, Tunisia

³Holder of a master's degree in economics, Gafsa, Tunisia

Copyright © 2020 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The article aims to study the relationship between governance and economic growth in Tunisia. For this, we have integrated governance indicators into a growth model. Based on VAR modeling, the estimation of the model thus developed, using data from the World Bank for the period 1996-2017, made it possible to show that certain indicators of governance such as political stability, rule of law and regulatory quality have a positive influence on economic growth in Tunisia. Thus, the fight against corruption can further boost economic growth in countries rich in natural resources and applying democratic principles. On the other hand, other governance indicators such as government effectiveness and the voice of accountability do not produce expected effects on economic growth. As a result, political authorities need to improve governance indicators, including political stability, and control of corruption.

KEYWORDS: governance, economic growth, VAR, Causality, Corruption, political stability, rule of law, regulatory quality.

RÉSUMÉ: L'article a pour objectif d'étudier la relation entre la gouvernance et la croissance économique en Tunisie. Pour cela, on a intégré les indicateurs de gouvernance dans un modèle de croissance. Sur la base d'une modélisation VAR, l'estimation du modèle ainsi développé, à partir des données de la banque mondiale pour la période 1996-2017, a permis de montrer que certains indicateurs de la gouvernance tels que la stabilité politique, l'état de droit et la qualité réglementaire exercent une influence positive sur la croissance économique en Tunisie. Ainsi, la lutte contre la corruption peut davantage booster la croissance économique dans les pays riches en ressources naturelles et qui appliquent les principes démocratiques. Par contre, les autres indicateurs de la gouvernance tels que l'efficacité du gouvernement et la voix de responsabilité ne produisent pas d'effets escomptés sur la croissance économique. En conséquence, les autorités politiques doivent améliorer les indicateurs de gouvernance, y compris la stabilité politique, et le contrôle de la corruption.

MOTS-CLEFS: gouvernance, croissance économique, VAR, causalité corruption, stabilité politique, état de droit, qualité réglementaire.

1 INTRODUCTION

La question de l'impact de la gouvernance sur la croissance économique a été un d'intérêt important pour les chercheurs. Cependant, la relation entre ces deux composantes est loin d'être comprise.

Théoriquement, les travaux courants concluent une relation positive, négative ou non significative. Empiriquement, les résultats économétriques obtiennent aussi des résultats mitigés. Certaines études montrent un effet positif et significatif de la gouvernance sur la croissance. D'autres concluent que la gouvernance n'a pas d'effet direct sur la croissance économique.

L'objectif principal de cet article est d'identifier les indicateurs de la gouvernance qui peuvent promouvoir la croissance économique. Pour cette raison, on a intégré les indicateurs de la gouvernance dans un modèle de croissance. Dans une première section, nous allons présenter quelques études empiriques relatives à notre contexte. Par la suite, dans une deuxième section, nous allons traiter une description de notre base de données ainsi que la méthodologie du travail adoptée. Et enfin, nous allons exposer les résultats des estimations et des tests statistiques ainsi que les interprétations et les recommandations nécessaires.

2 REVUE DE LA LITTÉRATURE EMPIRIQUE SUR LA RELATION ENTRE GOUVERNANCE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La littérature sur le lien entre gouvernance et croissance économique est extrêmement riche, mais elle n'a pas touché à quel seuil les divers indicateurs de la gouvernance peuvent conduire au développement économique du pays. Pour mieux présenter cette littérature, nous avons commencé par les éléments de la gouvernance les plus étudiés comme la corruption, la démocratie et finalement la stabilité politique et leurs relations avec la croissance économique.

Kaufman et Kraay (2002, 2003) ont examiné la relation entre la croissance et la gouvernance dans plusieurs domaines regroupés en six grands indicateurs. Ils montrent que le revenu par tête et la qualité de la gouvernance sont fortement et positivement liés entre les pays. D'autre part, les indicateurs de gouvernance comme le contrôle de la corruption et l'état de droit, ne déterminent pas les effets attendus dans les pays médiocres en ressources naturelles, qui sont essentiellement les pays les moins avancés. De leur côté, Sekkat et Méon (2004) démontrent que la bonne qualité des institutions surtout la lutte contre la corruption, l'efficacité du gouvernement et l'état de droit favorisent les exportations de produits manufacturés et les investissements directs étrangers, c'est-à-dire ces indicateurs ont un effet positif sur la croissance économique. Aussi, Henri (2013) croit que la stabilité politique et la réglementation de l'activité économique ont un impact positif sur la croissance économique en Afrique.

De plus, Chêne (2008) montre que sur la base des indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale, les pays de la région MENA affichent des performances supérieures à la moyenne en termes de stabilité politique, d'état de droit et de qualité réglementaire. Cependant, ses performances sont inférieures à la moyenne en ce qui concerne la transparence, la voix et responsabilité et le contrôle de la corruption.

En outre, dans une période de 1996 à 2005, sur un échantillon de 23 pays de la région de MENA, Mehanna, Yazbeck et Saredidine (2010) étudient la relation entre gouvernance et croissance économique. Ils montrent que la voix et la responsabilité, l'efficacité du gouvernement et le contrôle de la corruption ont le plus fort impact économique sur la croissance économique.

Ainsi, North (1990) s'est concentré sur la démocratie, la stabilité politique et la corruption pour étudier le lien de causalité entre la gouvernance et la croissance économique :

2.1 LA RELATION ENTRE CORRUPTION ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Depuis le milieu des années 90, l'analyse empirique de l'impact de la corruption sur la croissance économique a connu un développement sans précédent. En fait, un consensus commence à se dégager sur le fait que si la corruption est susceptible d'influencer la croissance économique, son impact sera principalement exercé d'une manière indirecte par son impact sur les principaux déterminants de la croissance en expliquant les canaux de transmission de l'impact de la corruption sur la croissance économique.

La première étude sur l'impact de la corruption sur la croissance a été réalisée par Mauro (1995) qui a pour but d'« ... identifier les voies par lesquelles la corruption et d'autres facteurs institutionnels affectent la croissance économique et de quantifier l'ampleur de ces effets » (1995, p. 682). Au cours de la période 1960-1985, cette étude a révélé un impact négatif et significatif de la corruption sur le taux de croissance du PIB réel par habitant. De plus, les résultats de Knack et Keefer (1995), Mauro (1997), Leite et Weidmann (1999), Tanzi et Davoodi (2000), Gyimah-Brempong (2002), Méon et Sekkat (2005) établissent un lien négatif et significatif entre la corruption et la croissance.

En outre, au cours de la période 1994-1998, l'étude d'Abed et Davoodi (2000) cherche à préciser l'importance de la corruption et des réformes structurelles sur la performance économique de 25 pays en transition. Les auteurs constatent que l'impact de la corruption sur la croissance devient statistiquement non significatif lorsque l'indice de réforme structurelle est adopté sur les régressions. Aussi, Jain (2001) indique qu'il existe un effet négatif entre la corruption et la croissance économique.

Cependant, Méndez et Sepúlveda (2006) n'ont pas établi de relation claire entre croissance et corruption dans une étude de données de panel durant la période 1960 à 2000 et sur 130 pays.

Beliamoune et al. (2009) ont souligné l'impact de la mauvaise gouvernance et exactement de la corruption sur la croissance. Mais ils constatent que la corruption entraîne une augmentation des investissements publics tandis qu'elle affecte négativement les investissements privés.

Dans les pays riches en ressources, la démocratie est considérée comme un moyen de réduire l'effet de la corruption (Bhattacharyya et Hodler, 2009). Arezki et Gylfason (2011) ont obtenu un résultat similaire en montrant que la corruption est notamment élevée dans les pays africains riches en ressources naturelles et qui sont moins démocratiques.

Dans une autre étude, Ugur et Dasgupta (2011) ont montré dans un examen systématique des données disponibles sur l'effet de la corruption sur la croissance économique approuve que la corruption a un impact négatif direct sur la croissance dans les pays à faibles revenus. Dans cette analyse, la corruption a aussi des effets indirects à travers les investissements et le capital humain des finances publiques et des dépenses publiques. Ainsi, si les effets directs et indirects de la corruption sur la croissance économique sont montrés pour tous les pays examinés, l'analyse propose alors que ces effets peuvent être minimisés par des facteurs contextuels tels que le niveau du développement et la qualité de la gouvernance.

Par ailleurs, Leenders et Sfakianakis (2002) montrent que l'indice de la corruption de « Transparency International » pour l'Égypte, le Maroc, la Jordanie, la Tunisie et la Libye se situe au-dessous de la médiane mondiale en termes de niveau de corruption du secteur public.

H1 : Il existe une relation négative entre la corruption et la croissance économique.

2.2 RELATION ENTRE DÉMOCRATIE ET CROISSANCE

La relation entre la démocratie et la croissance est ambiguë. Selon Borner et al (1995), ont été identifiées 16 études sur la relation entre la démocratie et la croissance et il existe trois études empiriques qui ont mis en évidence une relation positive entre ces deux phénomènes, trois autres dans le sens opposé et dix autres ne déterminaient pas de relation concluante.

D'autre part, Barro (1991) et Olzer et Rodrik (1992) soulignent que les libertés civiles et économiques auraient un impact positif sur la croissance, où elles traduiraient un moindre engagement de l'État envers l'activité économique du pays.

Aussi, Helliwell (1994), Feng (1997-2003) et Muller (1997), ont démontré une relation positive globale entre démocratie et croissance économique, la démocratie facilite le développement en assurant une stabilité sur le long terme des règles générales du jeu et en imposant le contrôle des dirigeants grâce à la responsabilité.

Selon Fidrmuc (2003) pour démontrer que la démocratie simule la création des richesses car elle améliore les réformes économiques tout comme la croissance économique stimule la démocratie. Aussi, la qualité des institutions démocratiques influe fortement sur la relation entre rente et corruption.

Rodrik et Wacziarg (2005) estiment en utilisant un échantillon de 154 pays observés sur une période allant de 1950 à 2000 que la démocratie affecte positivement la croissance à court terme.

Narayan et al (2011) soutiennent que les analyses empiriques basées sur un échantillon de 30 pays de l'Afrique subsaharienne, pour la période allant de 1972 à 2001, montrent que la démocratie affecte la croissance sur une longue période. Aussi dans l'étude de Knutsen (2011), durant la période de 1820 à 2003, pour plus de 150 pays montre que la démocratie affecte positivement et significativement la croissance.

Par contre, dans le modèle de Sandalcilar (2013) qui repose sur un échantillon de 12 pays durant la période 1992 à 2010 montre qu'il n'existe pas de relation robuste entre la démocratie et la croissance économique.

En outre, sur un échantillon de 175 pays couvrant la période 1960-2010, Acemoglu et al (2014) constatent que la démocratie affecte positivement et significativement le PIB.

Salahodjaev (2015) dans une étude portée sur un groupe de 93 pays pour la période 1970-2013, pense que la relation entre la démocratie et la croissance diversifie avec le niveau des capacités cognitives d'une nation.

Maria Angels et al. (2002) ont examiné la relation entre les institutions politiques, les investissements directs étrangers et la croissance dans 119 pays en développement. Ils ont conclu que la démocratie avait un impact positif et significatif sur la croissance économique de ces pays, parce qu'une bonne démocratie encourage les IDE, qui constituaient des inputs de la croissance économique d'un pays. Ils incitent donc que les dirigeants s'efforcent de développer et de garantir l'état de droit et la transparence.

H2 : Il existe une relation positive entre la démocratie et la croissance économique.

2.3 RELATION ENTRE STABILITÉ POLITIQUE ET CROISSANCE

Alesina et al (1996), dans une étude portant sur 113 pays et sur une durée allant de 1950 à 1982 et de 1960 à 1982, constatent que la stabilité politique est la principale cause de la croissance économique et du bien-être. L'estimation de la relation entre la croissance du revenu par habitant et une série de variables conduit à des résultats robustes montrant que l'instabilité politique a un effet négatif sur la croissance.

L'étude de Landregan et Poole (1990), basé sur un échantillon de 121 pays durant la période 1950-1982, souligne qu'un faible taux de croissance améliore la probabilité de réalisation d'un coup d'Etat.

En outre, Fosu (1992) constate qu'en absence de stabilité politique, le risque de perte de capital s'accroît, ce qui réduit le volume d'investissements déjà réalisés.

Alesina, Ozler, Roubini et Swagel (1996), sur un échantillon de 113 pays au cours de la période 1950-1982, trouvent que l'instabilité politique a un impact négatif et significatif sur la croissance économique.

De plus, Alessina et Perotti (1996) montrent que l'instabilité politique, à cause des inégalités des revenus, peut créer une incertitude quant à l'environnement politique et social qui peut entraver la croissance en limitant les investissements.

Svensson (1998) montre qu'il y a une corrélation négative entre l'instabilité politique et la qualité des droits de propriété. Il constate que si les droits de propriété sont introduits dans l'équation de l'investissement, les variables d'instabilité politique resteront importantes.

Les expériences de nombreux pays notamment les pays du printemps arabe comme la Tunisie, Libye et Egypte qui ont vécu un changement de système politique désignent que la transition vers un système politique plus démocratique peut être suivi par une instabilité politique influençant la croissance.

H3 : L'instabilité politique a un impact négatif sur la croissance économique.

3 CROISSANCE ET GOUVERNANCE : ETUDE ÉCONOMÉTRIQUE

Dans cet article nous allons essayer d'étudier et d'évaluer empiriquement la relation entre la croissance économique et la gouvernance, en Tunisie sur une période allant de 1996 à 2017.

3.1 VARIABLES ET MÉTHODOLOGIE

3.1.1 DÉFINITION DES VARIABLES

La variable endogène est le taux de croissance du PIB (GY) : Taux de pourcentage annuel de croissance du PIB par habitant basé sur les devises locales constantes. Le PIB par habitant est le produit intérieur brut divisé par la population en milieu d'année. Ses données sont prises de la base de « données des comptes nationaux de la Banque mondiale ».

Comme indicateurs de Gouvernance, on a retenu les indicateurs de Kaufmann, pris de la base de données de « Daniel Kaufmann, Aart Kraay and Massimo Mastruzzi (2010) « The Worldwide Governance Indicators » :

- **Le contrôle de la corruption (CC):** cet indicateur mesure l'usage des prérogatives du pouvoir à des fins personnelles en particulier l'enrichissement des individus disposant d'une position de pouvoir.
- **Voix et responsabilités (VA):** cet indicateur mesure le degré de la participation des citoyens dans la sélection du gouvernement. Il comprend ainsi les éléments suivants : les libertés civiles, les droits politiques, la presse libre, et le système légal...
- **La stabilité politique (PS):** elle mesure la perception de la probabilité d'une déstabilisation ou d'un renversement du gouvernement par des moyens inconstitutionnels ou de violences, y compris le terrorisme
- **L'efficacité du gouvernement (GE):** il s'agit d'une mesure de la qualité des services publics, les performances de la fonction publique et son niveau d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, et la crédibilité de l'engagement des pouvoirs publics à l'égard de ces politiques.
- **La qualité de la réglementation (RQ) :** elle mesure la capacité des pouvoirs publics à créer et donner de bonnes politiques et réglementation favorables au développement du secteur privé.
- **Etat de droit (RL) :** mesure la perception des citoyens des règles qui structurent la société et le degré de respect de ces règles. L'indicateur mesure la perception de l'efficacité et de l'équité du système judiciaire et le respect des contrats et des accords contraignants.

Afin de mieux préciser notre équation de croissance et en référence à la théorie néoclassique de la croissance, nous utilisons les variables macroéconomiques de contrôle suivantes :

- **Inflation (INF)** : le taux d'inflation (% annuel) mesuré par l'indice des prix à la consommation reflète le changement annuel en pourcentage des prix pour un consommateur moyen dans l'acquisition d'un panier fixe des biens et services. Les données de cette variable sont prises de la base de données de la Banque mondiale.
- **La formation de capital brut (Iy)** : qui inclut l'investissement public et privée pris en pourcentage du PIB, correspond aux dépenses d'ajouts aux immobilisations corporelles de l'économie ainsi qu'aux variations nettes des stocks. Ces données sont tirées de la base de données des comptes nationaux de la Banque mondiale et des comptes nationaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques.
- **Le degré d'ouverture par rapport au PIB (TRADE)**: C'est un indicateur de la mesure des échanges extérieurs d'un pays. Il est égal à la moyenne des exportations et des importations de biens et services, divisée par la valeur du PIB. La formule de calcul est la suivante : $[(\text{Exportations} + \text{Importations}) / 2] / \text{PIB} \times 100$. Les données de cette variable sont prises de la base de données de la Banque mondiale (sources des indicateurs de développement dans le monde).

3.1.2 MÉTHODOLOGIE

Dans notre étude, la méthodologie repose sur la spécification et l'estimation d'un modèle vectoriel autorégressif (VAR). Hormis le fait que les séries temporelles sont rarement stationnaires, il se peut qu'elles soient cointégrées au sein d'un système particulier. L'évolution des variables cointégrées est non seulement similaire, mais peut conduire à des erreurs d'estimation du modèle du fait d'une attraction plus forte par ces variables (Granger et Engle, 1987). Pour une spécification correcte du modèle VAR, il faut tenir compte des propriétés des séries et déterminer si les chroniques sont stationnaires ou non. Dans le cas où les séries ne sont pas stationnaires, il est nécessaire de déterminer leur ordre d'intégration. Les conséquences sur la spécification du modèle VAR son évidentes. Si toutes les chroniques sont stationnaires, un VAR spécifié en niveaux sera le plus approprié. Si toutes les chroniques sont non stationnaires (par exemple : le cas le plus fréquent I(1)) et ne sont pas cointégrées, un VAR en différences sera adéquat. Si une liaison de cointégration existe entre les chroniques sujettes de l'étude, on doit spécifier un modèle VAR sous forme d'un modèle à correction d'erreur (ECM).

3.1.3 PRÉSENTATION DU MODÈLE

$$GY_t = \alpha_0 + \alpha_1 G_t + \alpha_2 INF_t + \alpha_3 IY_t + \alpha_4 TRADE_t + \varepsilon_t$$

Où :

- GY : le taux de croissance du PIB mesure la croissance économique
- G : vecteur des variables de gouvernance qui vont êtres introduites une par une :
 - ✓ Control of Corruption (CC)
 - ✓ Voice and Accountability (VA)
 - ✓ Political Stability and Absence of Violence (PS)
 - ✓ Government Effectiveness (GE)
 - ✓ Rule of Law (RL)
 - ✓ Regulatory Quality (RQ)
- INF: Le taux d'inflation;
- TRADE : le degré d'ouverture ;
- IY : l'investissement ou la formation brute de capital fixe;
- $\{\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4\}$: coefficients de régression à estimer ;
- ε : terme d'erreur.

3.2 ANALYSE DESCRIPTIVE

3.2.1 STATISTIQUE DESCRIPTIVE DES VARIABLES

Les statistiques descriptives de la variable dépendante (variable à expliquer) et des variables indépendantes (variables explicatives) sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 1. Statistiques descriptives des variables d'étude

Variables	Observations	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
GY	22	2.697413	2.086508	- 2.890858	5.637712
CC	22	-0.113231	0.212225	-0.533678	0.369942
VA	22	-0.682440	0.569285	-1.416165	0.329253
PS	22	-0.141849	0.508197	-1.050000	0.324508
GE	22	0.288923	0.279560	-0.210901	0.643524
RL	22	-0.073795	0.132035	-0.303403	0.129553
RQ	22	-0.115523	0.178968	-0.470169	0.141709
INF	22	3.640045	1.043461	1.983000	5.799000
IY	22	23.66127	2.138288	18.43150	26.64747
TRADE	22	90.32222	182.9559	-36.84602	658.8726

Source : nos résultats à partir Eviews

Une analyse descriptive des variables utilisées (tableau1) montre que le taux de croissance a un niveau de croissance moyen de 2.69% durant notre période d'étude, tandis que les séries des variables explicatives CC, VA, PS, GE, RL, RQ, INF, IY, TRADE ayant respectivement un taux de croissance en moyenne de -0.11%, -0.68%, -0.14%, 0.28% , -0.07%, -0.11%, 3.64%, 23.66% et 90.32%.

3.2.2 MATRICE DE CORRÉLATION

La matrice de corrélation permet d'examiner l'existence ou non d'une auto-corrélation entre les variables. On doit présenter les différents coefficients de corrélation dans le tableau suivant pour tester la corrélation entre ces variables. Si, un coefficient de corrélation est élevé (proche de 1 en valeur absolue) alors on a une forte corrélation entre les variables utilisées. Et si, un coefficient de corrélation est faible (proche de 0) alors on a une faible corrélation entre les variables utilisées.

Généralement, les coefficients qui sont supérieurs ou égales à 0.5 indiquent que les variables sont fortement corrélés positivement ou négativement selon l'effet de la variable en considération sur l'autre.

D'après le tableau ci-dessous, qui représente les différents coefficients de corrélation, on remarque une forte corrélation positive entre GY et PS de (0.624) et entre PS et GE de (0.950) et d'autres corrélations qui sont faiblement corrélés par exemple GY et RL de (0.104).

Tableau 2. Corrélation entre les variables

	GY	CC	VA	PS	GE	RL	RQ	INF	IY	TRADE
GY	1.000									
CC	-0.309	1.000								
VA	-0.511	0.128	1.000							
PS	0.624	-0.111	-0.854	1.000						
GE	0.616	0.050	-0.823	0.950	1.000					
RL	-0.104	0.0005	-0.257	-0.166	-0.109	1.000				
RQ	0.671	-0.334	-0.876	0.920	0.842	-0.068	1.000			
INF	-0.285	-0.147	0.635	-0.770	-0.764	0.053	-0.569	1.000		
IY	0.441	-0.110	-0.709	0.694	0.596	-0.231	0.733	-0.339	1.000	
TRADE	-0.418	0.105	0.544	-0.547	-0.502	0.151	-0.611	0.216	-0.682	1.000

Source : nos résultats à partir Eviews

3.3 ETUDE DE LA FONCTION D'AUTO CORRÉLATION

Nous avons examiné les corrélogrammes de toutes les séries GY, INF, IY, TRADE, CC, VA, PS, GE, RL, RQ (voir annexe1).

Les hypothèses du test sont :

- $H_0 : \rho_K = 0$: La série est stationnaire
- $H_1 : \rho_K \neq 0$: La série n'est pas stationnaire

Règle de décision : Si la probabilité est supérieure à 5% alors on accepte H_0 donc la série est stationnaire et si la probabilité est inférieure à 5% alors on rejette H_0 donc la série n'est pas stationnaire.

A partir des corrélogrammes des séries étudiées, on constate que l'auto-corrélation n'est pas significative pour tous les ordres, pour les séries GY, TRADE. En effet, la statistique de Ljung-Box pour un nombre de retards égal à 12 (9.23 pour GY et 1.26 pour TRADE), ce qui est inférieure à la valeur critique du Khi-deux à 12 degrés de liberté (21.03 au seuil statistique de 5%). Ainsi, les probabilités sont toutes inférieures à 5% d'où ces séries sont stationnaires.

Pour les séries INF, ly, CC, VA, PS, GE, RL, RQ, on constate que l'auto-corrélation est significative pour tous les ordres (tous les points verticaux sont à l'intérieur des intervalles sauf pour l'ordre 1, 5 et 6 pour la corruption (CC) et pour l'ordre 1 pour l'état de droit (RL)). Ainsi, la statistique de Ljung-Box pour un nombre de retards égal à 12 est supérieure à la valeur critique du Khi-deux à 12 degrés de liberté (21.03 au seuil de 5%) et les probabilités sont tous supérieures à 5% d'où ces séries sont non stationnaires.

On vérifiera par la suite la nature de la stationnarité à partir des tests de racine unitaire ADF.

3.4 ETUDE DE LA STATIONNARITÉ DES SÉRIES ET TEST DE RACINE UNITAIRE

L'étude de la stationnarité est réalisée par l'application des tests de Dickey et Fuller simple (1979) et son extension Dickey et Fuller Augmenté (1981).

3.4.1 TEST DE DICKEY-FULLER SIMPLE DF (1979)

Le test DF permet de tester l'hypothèse nulle de racine unité dans un processus autorégressif d'ordre 1. Ainsi, Dickey et Fuller (1979) considèrent trois modèles de base pour une série chronologique Y_t où c , β , ε_t représentent respectivement une constante, un trend temporel et un bruit blanc.

- **Modèle (3)** : $Y_t = \phi_t Y_{t-1} + \varepsilon_t$ Modèle autorégressif d'ordre 1 (AR(1)).
- **Modèle (2)** : $Y_t = \phi_t Y_{t-1} + c + \varepsilon_t$ Modèle autorégressif d'ordre 1 (AR(1)) avec constante.
- **Modèle (1)** : $Y_t = \phi_t Y_{t-1} + \beta_t + c + \varepsilon_t$ Modèle autorégressif avec tendance où $\varepsilon_t \sim BB(0, \delta^2 \varepsilon)$

Les hypothèses de test de la racine unitaire sont :

- L'hypothèse nulle de non stationnarité $H_0 : \phi = 0$ (racine unité)
- L'hypothèse alternative de stationnarité $H_1 : \phi < 1$.

La statistique de test est donnée par $t\hat{\phi} = \frac{\hat{\phi}-1}{\hat{\sigma}\hat{\phi}}$ où $\hat{\phi}$ est l'estimateur des MCO des trois modèles.

La règle de décision du test

- $t\hat{\phi} \leq t$ critique : On rejette H_0 , Y_t est stationnaire.
- $t\hat{\phi} > t$ critique : On ne rejette pas H_0 , Y_t est non stationnaire.

3.4.2 TEST DE DICKEY-FULLER AUGMENTÉ (ADF)

Les tests DF simples supposent que le terme d'erreur est un bruit blanc. Ainsi que le Test ADF est une généralisation du teste DF puisqu'il permet de prendre en compte l'auto corrélation dans le terme erreur.

$$\varepsilon_t = \alpha_1 \varepsilon_{t-1} + \alpha_2 \varepsilon_{t-2} + \alpha_3 \varepsilon_{t-3} + \dots + \varepsilon_{t-p} + \mu_t \sim AR(P) \text{ où } \mu_t \sim BB(0, \delta^2 \mu)$$

Les Tests ADF sont fondés, sous l'hypothèse alternative $|\phi_1| < 1$, sur l'estimation par les MCO des trois modèles :

- **Modèle (4)** : $\Delta X_t = \rho X_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta X_{t-j+1} + \varepsilon_t$: Processus sans tendance et sans constante.
- **Modèle (5)** : $\Delta X_t = \rho X_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta X_{t-j+1} + \varepsilon_t$: Processus sans tendance et avec constante.
- **Modèle (6)** : $\Delta X_t = \rho X_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta X_{t-j+1} + bt + c + \varepsilon_t$: Processus avec tendance et avec constante. Avec $\varepsilon_t \sim i.i.d(0, \delta^2 \varepsilon)$.

Le test se déroule de manière similaire au test DF simple, seules les tables statistiques diffèrent. En effet, ce test permet de tester l'hypothèse nulle du non stationnarité contre l'hypothèse alternative de stationnarité.

- $H_0 : \rho=1$: La série est au moins intégrée d'ordre 1 et possède une racine unitaire.
- $H_1 : |\rho| < 1$: La série est stationnaire et elle suit un processus $I(O)$.

La statistique de test est donnée par $t\hat{\rho} = \frac{\hat{\rho}-1}{\hat{\sigma}_{\hat{\rho}}}$

Règle de décision :

- $t\hat{\rho} < t$ critique : On rejette l'hypothèse nulle.
- $t\hat{\rho} \geq t$ critique : On ne rejette pas l'hypothèse H_0 .

3.4.3 RÉSULTATS DES TESTS DF ET ADF (EN NIVEAU ET EN DIFFÉRENCE PREMIÈRE)

La première étape est de déterminer le nombre de retard pour chaque série. Pour cela on fait appel aux critères d'information d'Akaike et Schwarz pour des décalages « h » allant de 0 à 4. La minimisation des critères Akaike (AIC) et Schwarz (SC) admet un nombre de décalages de $P= 0$ pour les variables PIB, IY, TRADE, VA, PS, GE, RL. Et un décalage de $P=4$ pour la variable INF, CC, RQ.

Après la détermination du nombre de retard de chaque chronique, on passe à étudier la stationnarité de chaque série en se basant sur les trois modèles de bases qui constituent le test d'ADF, afin d'examiner la significativité de la tendance et la constante pour désigner la nature de la non stationnarité des séries, c'est-à-dire, si elles sont de type TS ou DS avant d'appliquer le test de racine unitaire.

Les résultats des statistiques de DF et ADF (reprises dans les tableaux) permettent de dire qu'il y a des séries en niveau sont stationnaires et d'autres qui sont non stationnaires. En effet, les valeurs des statistiques de chacune des séries (GY, TRADE, CC, RL) sont inférieures aux valeurs critiques (aux seuils de 5%) et suggèrent le rejet de l'hypothèse nulle de racine unitaire d'où les séries sont stationnaires et de type AR(1) sans constante stationnaire. Les valeurs des statistiques de chacune des séries (INF, IY, VA, PS, GE, RQ) sont supérieures aux valeurs critiques (aux seuils de 5%) d'où on accepte l'hypothèse nulle de racine unitaire et donc les séries ne sont pas stationnaires et ils sont de type DS sans dérive (IY, VA, PS, RQ) et de type DS avec dérive (INF, GE).

En second lieu on a testé l'existence de deux racines unité afin d'éviter les problèmes signalés par Dickey et Pantula (1987). D'après les résultats des tests statistiques, on constate que le test ADF pour toutes les séries prises en différence premières sont en revanche stationnaires (avec les retards $p=0...4$ pour les trois modèles, aux seuils de 5%). Dans tous les cas on rejette l'hypothèse d'une série $I(2)$. Ainsi, on peut dire que les séries chronologiques retenues ne sont pas intégrées de même ordre d'où on ne peut pas utiliser le test de Johansen alors on utilise le modèle VAR (voir tableau 3).

Tableau 3. Test ADF en niveau et en différence première

Les variables	Modèle	En niveau			En différence première		
		Ts	tc	Prob	Ts	Tc	Prob
GY	Modèle3	-4.260701	-3.644963	0.0152	-	-	-
	Modèle2	-3.120253	-3.012363	0.0404	-	-	-
	Modèle1	-2.112578	-1.958088	0.0361	-	-	-
INF	Modèle3	-3.382016	-3.710482	0.0872	-4.933892	-3.690814	0.0051
	Modèle2	-	-	-	-4.755040	-3.040391	0.0016
	Modèle1	-	-	-	-4.583282	-1.961409	0.0001
IY	Modèle3	-2.003498	-3.644963	0.5660	-5.802132	-3.658446	0.0008
	Modèle2	-1.285703	-3.012363	0.6162	-5.652478	-3.020686	0.0002
	Modèle1	-0.828825	-1.958088	0.3449	-5.604209	-1.959071	0.0000
TRADE	Modèle3	-4.003792	-3.644963	0.0252	-	-	-
	Modèle2	-3.616795	-3.012363	0.0144	-	-	-
	Modèle1	-3.523034	-1.958088	0.0013	-	-	-
CC	Modèle3	-4.273101	-3.710482	0.0185	-	-	-
	Modèle2	-2.778026	-3.012363	0.0784	-	-	-
	Modèle1	-2.750541	-1.958088	0.0085	-	-	-
VA	Modèle3	-1.482991	-3.644963	0.8028	-3.757020	-3.658446	0.0417
	Modèle2	-0.494684	-3.012363	0.8739	-3.721740	-3.020686	0.0120
	Modèle1	-0.815491	-1.958088	0.3506	-3.704579	-1.959071	0.0008
PS	Modèle3	-1.525097	-3.644963	0.7875	-3.499075	-3.658446	0.0668
	Modèle2	0.586478	-3.012363	0.9856	-3.020686	-3.318541	0.0277
	Modèle1	0.586478	-3.012363	0.9856	-2.863248	-1.959071	0.0066
GE	Modèle3	-2.794152	-3.644963	0.2142	-4.765806	-3.658446	0.0059
	Modèle2	-	-	-	-4.951793	-3.020686	0.0009
	Modèle1	-	-	-	-4.692345	-1.959071	0.0001
RL	Modèle3	-1.830018	-3.64496	0.6537	-	-	-
	Modèle2	-1.834807	-3.01236	0.3545	-	-	-
	Modèle1	-2.173180	-1.958088	0.0317	-	-	-
RQ	Modèle3	-3.223158	-3.71048	0.1129	-5.629309	-3.658446	0.0011
	Modèle2	-1.018680	-3.01236	0.7268	-5.569180	-3.020686	0.0002
	Modèle1	0.499232	-1.95907	0.8143	-5.344695	-1.959071	0.0000

Source : nos résultats à partir Eviews

3.5 SPÉCIFICATION DU MODÈLE

3.5.1 LE CHOIX DU NOMBRE DE RETARD

La détermination de l'ordre d'un modèle VAR est déterminée à l'aide des deux critères d'informations, Akaike Information Criterion (AIC) et Schwarz Criterion (SC)

Dans le cas d'un modèle VAR chaque variable est modélisée en fonction de ses propres retards et des retards des autres variables. On choisit le nombre de retard optimal « p », qui minimise les valeurs des deux critères d'information Akaike (AIC) et Schwarz (SC).

Dans notre modèle, le nombre de retards optimal qui minimise les deux critères simultanément est $p=1$ (voire annexe 2).

Min AIC : - **4.901643** qui correspond à $p = 1$.

Min SIC : - **4.632286** qui correspond à $p = 1$.

3.5.2 ESTIMATION DU MODÈLE VAR

La stationnarité représente une étape importante dans toute analyse d'un modèle dynamique, les paramètres du processus VAR ne peuvent être estimés que sur des séries chronologiques stationnaires. On présentera l'estimation d'un modèle stationnaire par les méthodes usuelles, considérant le modèle VAR d'ordre 0 :

$$Y_t = \mu + \sum_{i=1}^p \varphi_i Y_{t-1} + \varepsilon_t$$

On estime le modèle VAR par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) avec un nombre de retard $p=1$. L'estimation est donnée par le tableau suivant :

Tableau 4. Estimation du VAR

Les variables	GY
GY (-1)	0.922345** (0.33206) [2.77767]
CC (-1)	-8.040416** (2.72741) [-2.94800]
VA (-1)	-1.298738 (3.45844) [-0.37553]
PS (-1)	7.730327* (4.59492) [1.88236]
GE (-1)	1.737007 (3.88987) [0.44655]
RL (-1)	5.448825* (2.59914) [2.09640]
RQ (-1)	11.66976* (5.81329) [2.00743]
INF (-1)	-0.527157** (0.23838) [-2.21141]
IY (-1)	0.835248** (0.36818) [2.26857]
TRADE (-1)	0.005699** (0.00205) [2.77743]
C	1.562556* (0.73676) [2.12084]
R ²	0.629707
R ² Ajustée	0.360403

Écart-type entre () & t-stat entre []

Source : nos résultats à partir Eviews

L'objectif de l'estimation du modèle VAR (1) est d'exprimer la croissance économique en fonction du retard de la variable elle-même et les autres variables explicatives. Les résultats montrent que la croissance économique est significativement influencée par sa valeur au seuil de 5% (le t de student = 2.77 > t tabulé = 2.26, 9 degré de liberté). De ce fait le passé du PIB est le seul à contribuer dans la prévision sur la croissance économique.

L'estimation montre que les coefficients associés aux variables VA et GE sont non significatifs (le t de student est inférieur à la valeur tabulée) et d'autres qui sont significatifs CC, PS, RL, RQ, INF, IY et TRADE (le t de student est supérieur à la valeur tabulée) aux seuils de 5% et 10%. Bien que, la modélisation VAR permet d'étudier l'effet de chaque variable sur les autres variables, elle ne permet pas de connaître si l'une de ces variables est liée à l'autre. Pour cela, l'utilisation du test de causalité au sens de Granger est nécessaire pour étudier le sens de la causalité entre les variables statistiquement liées.

3.5.3 TEST DE CAUSALITÉ AU SENS DE GRANGER

Pour étudier la causalité entre les variables, on a utilisé un test de causalité au sens de Granger (1969). A partir de ce test, on peut savoir s'il y a un lien étroit entre les variables. L'analyse de la causalité est une étape nécessaire pour étudier la dynamique du modèle.

Le test de Granger montre l'absence d'un effet de causalité entre la croissance économique et la gouvernance (Voir annexe) en Tunisie durant la période étudiée. Par contre, on remarque une présence de causalité entre les variables indépendantes VA et PS, IY et RQ et finalement CC et IY deux à deux.

Tableau 5. Test de causalité au sens de Granger

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
DPS does not Granger Cause DVA	20	0.58235	0.4559
DVA does not Granger Cause DPS		5.74860	0.0283
DIY does not Granger Cause DRQ	20	4.49122	0.0491
DRQ does not Granger Cause DIY		0.30893	0.5856
DIY does not Granger Cause CC	20	0.95487	0.3422
CC does not Granger Cause DIY		6.50260	0.0207

Source : nos résultats à partir Eviews

4 INTERPRÉTATIONS DES RÉSULTATS

D'après les résultats statistiques du modèle VAR on conclut que :

La variable de la corruption (CC) a eu l'effet le plus important sur la croissance économique. Elle a un effet négatif et significatif au seuil de 5%. Ce qui confirme les résultats de Knack et Keefer (1995), Mauro (1997), Leite et Weidmann (1999), Tanzi et Davoodi (2000). La corruption, parallèlement à l'augmentation des coûts de production, est préjudiciable à la croissance parce qu'elle entraîne des distorsions dans la composition des prix et, ce faisant, nuit à une allocation optimale des ressources. Cette variable est souvent accompagnée de déséquilibres institutionnels tels que la bureaucratie, l'inefficacité du système juridique et l'instabilité politique. La corruption est un phénomène important et socialement coûteux dont les effets se font sentir en termes de croissance.

La variable voix et responsabilité (VA), n'est pas significatif, durant cette période 1996-2017, elle n'exerce aucun effet sur la croissance économique. Cela ne confirme pas les résultats de Mehanna, Yazbeck et Saredidine (2010) qui pensent que la voix et responsabilité ont le plus fort impact économique sur la croissance économique.

Pour la variable stabilité politique (PS), elle affecte positivement et significativement la croissance économique au seuil de 10%. Ce qui confirme les travaux d'Alesina et al (1996) qui constatent que la stabilité politique est la cause principale de la croissance économique et du bien être. Par contre, Alesina, Ozler, Roubini et Swagel (1996), trouvent que l'instabilité politique a un impact négatif et significatif sur la croissance économique. Les révolutions et les coups d'Etat semblent alors affecter négativement la croissance mais ces effets disparaissent lorsque les droits de propriété sont contrôlés (Barro 1996).

Pour la variable efficacité du gouvernement (GE), les résultats ont montré qu'elle était positive et non significative avec la croissance économique. Ainsi, l'action de l'autorité publique n'explique pas la croissance. Cela signifie que l'action de l'autorité publique en Tunisie est inefficace. Nous parlons alors d'une qualité institutionnelle médiocre, suivie d'une mauvaise gouvernance face au pouvoir gouvernemental inefficace pour stimuler la croissance dans la Tunisie.

La variable état de droit (RL) a eu le deuxième impact important sur la performance économique dans notre étude. Elle présente un effet positif et significatif sur le niveau de croissance au seuil de 10%. Ce qui démontre que la capacité d'une société à créer un environnement dans lequel des règles équitables et prévisibles servent de base aux interactions économiques et sociales et au niveau de protection des droits de propriété aux plus hauts niveaux de croissance.

La variable qualité de réglementation (RQ) affecte positivement et significativement la croissance au seuil de 10%. Cela implique qu'une bonne mise en place des contraintes réglementaires au fonctionnement des marchés, telles que le contrôle des prix ou une supervision bancaire inadéquate, contribue à un niveau élevé de croissance économique.

La formation brute du capital fixe (IY), cette variable a un effet positif et significatif au sur la croissance économique au seuil de 5%. Ce qui confirme les travaux de Octavia Gibescu (2010) qui montrent qu'il y'a une relation directe et forte entre la croissance économique et la formation brute de capital fixe (IY). Il montre que le niveau de la formation brute de capital fixe influence la croissance économique positivement.

La variable inflation (INF) a un effet négatif et significatif sur la croissance du PIB par habitant au seuil de 5%. En effet, une forte volatilité des prix accroît le degré d'incertitude dans l'économie et détériore l'efficacité du système de prix.

La variable degré d'ouverture (TRADE) a un effet positif et significatif sur la variable endogène (GY) au seuil de 5%. Elle est un déterminant majeur de la croissance économique en Tunisie.

Bichaka Fayissa et Christian Nsiah (2010) ont étudié l'impact de la bonne gouvernance sur la croissance du revenu par habitant des pays. Les Six sous-catégories de la bonne gouvernance (voix et de responsabilité, stabilité politique, efficacité du gouvernement, qualité de la réglementation, État de droit et le contrôle de la corruption) et une mesure globale de la bonne gouvernance sont analysés. Les résultats des modèles estimés alternatives suggèrent que la bonne gouvernance a un impact positif et significatif sur la croissance, quel que soit le proxy utilisé pour la bonne gouvernance.

5 CONCLUSION

L'objectif de cet article était de modéliser l'impact des variables macroéconomiques et des variables de la gouvernance sur la croissance économique en Tunisie durant la période [1996-2017].

Nous avons traité cette relation à partir du modèle VAR. Dans un premier temps, nous avons mené une analyse descriptive des données qui sont analysées en données de série temporelle. Par la suite, pour estimer le modèle VAR, nous avons étudié la stationnarité des variables à l'aide du test ADF. Après l'estimation du modèle VAR, les résultats montrent que la croissance économique est influencée par sa valeur, et les coefficients associés aux autres variables sont significatifs et d'autres sont non significatifs d'un point de vue statistique.

Cette estimation nous a permis de constater que l'amélioration de la gouvernance peut relancer la croissance économique en Tunisie. En fait, selon les résultats de cette étude, les gouvernements doivent améliorer les indicateurs de gouvernance pour promouvoir la croissance économique. Les indicateurs les plus importants sont par ordre: la stabilité politique, le contrôle de la corruption, la qualité de réglementation et l'état de droit. En outre, les autorités doivent mener des politiques monétaires pour lutter contre l'inflation et fournir un volume important de l'investissement pour promouvoir la croissance économique en Tunisie.

Les implications politiques de l'analyse sont claires. Les pays qui souhaitent réaliser une croissance soutenue doivent maintenir leur capacité à faire progresser les politiques économiques du gouvernement, à créer un environnement propice à la liberté d'expression, au respect d'un Etat de droit, à éviter toutes forme de discrimination, de violence ou d'instabilité politique, à prendre de la hauteur en éliminant toutes les formes de corruption.

REFERENCES

- [1] Acemoglu, D., S. Johnson, J. Robinson et Y. Taicharoen (2003), « Institutional Causes, Macroeconomic Symptoms: Volatility, Crises and Growth », *Journal of Monetary Economics*, Vol. 50, pp. 49–123.
- [2] Arrous, J. (1999), *Les Théories de la Croissance*, Edition du Seuil.
- [3] Bardhan, P., (1997). «Corruption and Development: A Review of Issues», *Journal of Economic Literature*, American Economic Association, vol. 35(3), pages 1320- 1346, Septembre.
- [4] Barro, Robert J., et Xavier Sala-i-Martin. 2004 « Economic Growth ». Second edition, 2004.
- [5] Barro, Robert J. (1990). « Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth. » *Journal of Political Economy*, University of Chicago Press 98, no. 5: 103-26.
- [6] Canet .R. (2004). « Qu'est-ce que la gouvernance ? », Conférence prononcée dans le cadre du Séminaire : Les nouveaux modes de gouvernance et la place de la société civile, organisé par le Service aux collectivités de l'UQAM, Montréal, Ecomusée du fier monde.
- [7] Charreaux, G. (1997), « le gouvernement des entreprises : Corporate Governance, théories et faits », *Economica*, 1997, p 421-469.
- [8] Chêne, (2008), « Overview of Corruption in the MENA Region ».

- [9] Commission des Communautés Européennes (CEE) (2000), Livre blanc, La gouvernance européenne, Bruxelles, COM (2000) 366 final.
- [10] Feld, L. et S. Voigt (2003), « Economic Growth and Judicial Independence: Cross-Country Evidence Using a New Set of Indicators », *European Journal of Political Economy*, Vol. 19, pp. 497–527.
- [11] Finkelstein .S. (1995), «What is Global Governance», *Global Governance*, vol. 1, n°3 September December 1995, p. 368)
- [12] FOSU.A.K. (1992), «Political Instability and Economic Growth: Evidence from Sub Saharan Africa», *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 40, pp. 829-841.
- [13] Graeff, P. et G. Mehlkop (2003), « The Impact of Economic Freedom on Corruption: Different Patterns for Rich and Poor Countries », *European Journal of Political Economy*, Vol. 19, pp. 605–20.
- [14] Gupta, S., Davoodi, H. et Alonso-Terme, R. (2002), Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty, *Economics of Governance*. Vol. 3, n°1, pp.23-45.
- [15] Gupta, Sanjeev, Luiz de Mello, et Raju Sharan. 2001. « Corruption and Military Spending ». *European Journal of Political Economy* 17, no. 4: 749-777.
- [16] Hewitt De Alcantara. C. (1998), «Du Bon Usage du Concept de Gouvernance», *Revue internationale des sciences sociales (RISS)* 155, mars 1998.
- [17] Kaufmann, D. et Wei, S-J. (2000), Does « Grease Money » Speed Up the Wheels of Commerce?, IMF Working Paper WP/00/64, Washington D.C: International Monetary Fund.
- [18] Khan, M. (2007), « Governance, Economic Growth and Development since the 1960 s », DESA Working Paper No. 54, Economics Affairs.
- [19] Klomp, J. et J. Haan (2009), « Political Institutions and Economic Volatility », *European Journal of Political Economy*, Vol. 25, pp. 311–26.
- [20] Knack, S. et P. Keefer (1997), « Why Don't Poor Countries Catch Up? A Cross National Test of an Institutional Explanation », *Economic Inquiry*, Vol. 35, pp. 590–602.
- [21] Labelle et Martel L. (1997), « Exigences et pratiques canadiennes en matière de gouvernement d'entreprise ».
- [22] Leenders, R and Sfakianakis, J. (2002), « Middle East and North Africa, Global Corruption Report 2002 », Transparency International, Berlin.
- [23] Lucas R.E (1988), « On the Mechanics of Economix Development », *Journal of Monetary Economics*, vol 22, pp. 3-42.
- [24] Mauro, Paolo (1998) « Corruption and the composition of government expenditure », *Journal of Public Economics* 69(2): 263-279.
- [25] Mauro, P. (1995), « Corruption and Growth », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 110, pp. 681–712.
- [26] Mehanna, R., Yazbeck, Y., & Sarieddine, L. (2010), « Governance and Economic Development in MENA Countries: Does Oil Affect the Presence of a Virtuous Circle? », *Journal of Transnational Management*, 15 (2), p. 117-150.
- [27] Méndez, Fabio and Facundo Sepulveda (2006) « Corruption, growth and political regimes: Cross country evidence », *European Journal of Political Economy* 22(1): 82-98.
- [28] Méon, P. G. et K. Sekkat (2004). « Does corruption grease or sand the wheels of growth? » *Public Choice*, vol.122, n° 1 : pp. 69-97.
- [29] Mobarak, A.M. (2005), « Democracy, Volatility and Development », *The Review of Economics and Statistics*, Vol. 87, No. 2, pp. 667–87.
- [30] Monks R.A.G et Minow N. (1995) in CABY et HIRIGOYEN, la création de la valeur de l'entreprise, 2 édition, Economica, Paris, 2001.
- [31] Naylor.R.T. (1987), *Hot Money and The Politics of Debt*, Toronto: McClelland and Stewart
- [32] Ndulu, J. B. et S. O'Connell (1999), « Governance and Growth in Sub-Saharan Africa », *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 13, No. 3, pp. 41–66.
- [33] North, D. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge, UK.
- [34] OCDE : organisation de coopération et de développement Economiques, « Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE », 2004.
- [35] OCDE (1993), «Orientations on participatory development and good governance», Paris, OCDE/GD (93) 191, 1993.
- [36] Olson, M. (1996), « Big Bills Left on the Sidewalk: Why Some Nations Are Rich, and Others Are Poor », *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 10, pp. 3–24.
- [37] PNUD (United Nations Development Programme) (1997), «Governance for sustainable growth and equity », Conference paper I. Report of the International conference, United Nations, New.
- [38] Romer P. (1990), Endogenous Technological Change, *Journal of Political Economy*, vol 95, pp. 71- 102.
- [39] Romer P. (1986), Increasing Return and Long-Run Growth, *Journal of Political Economy*, vol 94, octobre, n°5, pp. 1002-1037.